

Drôle de guerre et tournant de l'I.C. en 1939, par Guillaume Bourgeois

Rédigeant le discours qu'il devait prononcer le 28 novembre 1939 devant le *Présidium* de la IIIe Internationale et le *Politburo* du P.C.U.S. réunis, Maurice Thorez notait, dans le style télégraphique des canevas de rapports politiques :

« *Conscience, dis en toute responsabilité, que P.C. dont je serai dernier à ne pas voir faiblesses et défauts durant période, est parvenu à s'engager sans fautes graves, dans son ensemble, C.C. en tête, dans la voie du tournant. — Verrons fautes. Mais au 24 août, quelle était, quelle reste question décisive pour masses et P.C. Fidélité U.S., à I.C., à Staline. Dès le début, attitude nette, sans réserves* »...(1)

Simultanément, et pour des raisons dont le sens véritable leur échappa parfois, toutes les directions des sections du *Comintern* mirent en œuvre le tournant stratégique décidé le 7 septembre 1939 par Staline. De tous les virages imposés, celui-ci fut le plus radical et le plus inopiné. Il devint aussi l'un des plus mystérieux, car on ignora longtemps tout de sa date, de ses causes et de ses conséquences. Qui plus est, la nouvelle ligne aboutit à ce que les partis communistes défendent dans le monde entier une passivité, une neutralité bienveillante vis-à-vis de Hitler dont il ne fit plus bon se souvenir aux heures moins sombres, qu'il valut mieux oublier parce qu'elle renvoyait au cœur du système : à la politique extérieure de l'U.R.S.S. dans ses implications les plus tactiques.

La date du tournant :

Apparemment, cette question était la plus simple. Dans les faits, l'éparpillement des sources au plan international et la spécificité de la documentation consultée par les chercheurs dans un cadre souvent limité à l'étude du parti communiste de leur pays a conduit à une mésinterprétation globale du processus.

La problématique de notre étude sera, par nécessité, comparative et nous ferons référence à de très nombreuses publications de la IIIe Internationale, quotidiennes comme le *Daily Worker* ou la *Voix du peuple*, organe des P.C. britannique et belge, hebdomadaires telles *Rundschau*, *Die Welt* ou le *Monde*(2) ainsi qu'à des sources plus encore inédites : archives de la censure militaire et du Commissariat général à l'Information. (3) Plus largement, nous synthétiserons les résultats d'un certain nombre de travaux étrangers et français concernant cette période.

Il demeura longtemps acquis que le tournant de l'I.C. avait fait l'objet d'un long processus, commençant le 24 août 1939 avec la signature du pacte germano-soviétique et culminant à l'été 1940 avec les tentatives effectuées par les directions communistes de différents pays afin de faire légalement reparaître leur presse sous le joug de l'occupant. Plus précisément, il semblait que les différents rebondissements de la conjoncture de ce début de guerre avaient, tour à tour, infléchi l'orientation des partis communistes et de l'Internationale d'une logique antihitlérienne vers une sorte de pseudo-défaitisme révolutionnaire de propagande, exclusivement destiné aux pays du camp allié. Dans le cas français, par exemple, la quinzaine de communiqués du Groupe parlementaire communiste permettait de suivre une lente évolution où furent tour à tour embouchées les trompettes du patriotisme (ce qui justifiait le vote en faveur des crédits d'armement, le 2 septembre) puis recommandée la signature d'une *paix blanche* (et c'est le sens de la dernière manifestation publique légale des porte-parole communistes à la Chambre, connue sous le nom de « *lettre à Herriot* »).

Laissant de côté l'analyse du discours pacifiste contemporain de cette seconde phase, nous nous concentrerons exclusivement sur ses prodromes et sur les motifs de sa pérennité.

La thèse de l'historien italien Amilcare Rossi, auteur d'ouvrages de référence sur la question (4), accréditait bien l'idée d'une évolution lente, car Staline aurait d'abord voulu éprouver son partenaire avant de réorienter les P.C. Entre les deux pactes germano-soviétiques, celui du 23 août (dont les protocoles secrets prévoyaient le partage de la Pologne) et celui du 28 septembre (qui était accompagné d'un communiqué final renvoyant la responsabilité éventuelle de la continuation de la guerre à la Grande-Bretagne et la France), il avait mesuré la bonne volonté de Hitler dans le règlement de la question polonaise avant de décider de pousser à l'extrême la logique de l'alliance. (5)

Rossi (comme l'ensemble des observateurs qui le suivirent) avait toutefois commis une importante erreur de perspective. Ne tenant pas compte du caractère parfois aléatoire des relations entre les faits et de la désynchronisation qui peut exister entre la prise d'une décision et son exécution, il avait tenté de reconstituer tenants et aboutissants d'une question dont certaines sources majeures lui échappaient.

Dès le 8 septembre 1939, le Comité exécutif de la IIIe Internationale envoyait en effet ces directives :

« La guerre actuelle est une guerre impérialiste, injuste, dans laquelle les bourgeoisies de tous les Etats en guerre ont une part égale de culpabilité. Dans aucun pays, la classe ouvrière, et à plus forte raison le parti communiste, ne doivent soutenir cette guerre. La bourgeoisie ne mène pas la guerre contre le fascisme, comme l'affirment Chamberlain et les leaders de la social-démocratie. Il s'agit de la guerre de deux groupes des pays capitalistes pour dominer le monde. La classe ouvrière ne peut dans aucun cas défendre la Pologne fasciste qui a refusé l'aide de l'Union soviétique et qui opprime les autres nationalités [...]. La tactique des partis communistes, dans tous les pays engagés dans la guerre, doit, au cours de cette étape, consister à condamner la guerre, à démasquer son caractère impérialiste. Là où il existe des députés communistes, ils doivent voter contre les crédits de guerre et expliquer aux masses que la guerre ne leur apportera que fardeau et ruine [...]. Les partis communistes, et surtout les P.C. français, anglais, belge et des Etats-Unis d'Amérique, qui ont agi en contradiction avec cette position, doivent immédiatement rectifier leur ligne politique ».(6)

Le tournant politique de l'I.C. était expressément recommandé dans l'ensemble de ses grands thèmes, guerre impérialiste, collusion de la social-démocratie et des bourgeoisies bellicistes, nécessité de changer sans délai de mots d'ordre.

Dans un pays comme la Belgique où la presse communiste quotidienne conservait une existence légale, le redressement prit des allures spectaculaires : tandis que *la Voix du peuple* avait, jusqu'au 8 septembre, successivement condamné l'agression hitlérienne contre la Pologne, appuyé avec vigueur l'entrée en guerre de la France et de l'Angleterre contre l'Allemagne et dénoncé la neutralité belge dans laquelle elle voyait une complicité passive avec le régime nazi (7) son édition du 9 plaça soudain Londres et Paris sur le banc des accusés. Le 10 septembre, Xavier Relecom, secrétaire général du P.C.B., ajoutait dans son éditorial :

« La politique des Chamberlain et Daladier ne fut jamais dirigée contre Hitler, chien de garde du capitalisme, mais bien contre l'Union soviétique ; leur politique n'a jamais eu pour but la défense des pays agressés mais bien la défense des intérêts impérialistes des deux cents familles [...]. Tout indique que c'est cette politique, dominée par la haine de la classe ouvrière et les intérêts égoïstes de classe qu'ils continuent aujourd'hui dans la guerre, poursuivant non plus l'anéantissement du fascisme mais des buts impérialistes ».

Partout, le passage sans transition d'une ligne à l'autre se fit dans les mêmes conditions parmi les P.C. qui avaient encore une existence: le C.C. du parti norvégien avait déclaré, début septembre, que « *le régime fasciste d'Allemagne plongeait l'Europe dans un bain de sang pour la soumission d'un nouveau pays, la Pologne* » (8); le 16 de ce même mois, son quotidien *Arbeiteren* affirmait que « *si cette guerre était une guerre des démocraties contre le fascisme, il n'y aurait pas de doute sur la position de notre pays...* » or, le conflit étant conduit « *des deux côtés pour des buts impérialistes* », la position juste exigeait d'être neutre...

Le P.C. suédois qui, lors de la déclaration de guerre à l'Allemagne, avait soutenu que l'Angleterre et la France allaient ainsi « *empêcher l'extension de l'impérialisme allemand* »...(9) se ralliait quinze jours plus tard à la politique de neutralité de son gouvernement, son député Hagberg précisant que, lorsque le Président du conseil se dressait « *contre ceux qui tentent d'entraîner les pays neutres dans une guerre de propagande...* », il devait « *se tourner contre la presse social-démocrate* ». (10)

Afin d'uniformiser le paysage politique, les dirigeants de l'I.C. firent prendre en charge le tournant par les communistes allemands eux-mêmes : en août, Walter Ulbricht en avait appelé au « *rassemblement des forces démocratiques qui prennent au sérieux le combat pour le renversement du fascisme* » (11) ; *Rundschau* du 28 septembre publiait une mise au point du K.P.D. affirmant qu'il avait toujours défendu cette opinion que « *la libération de notre peuple de la dictature fasciste ne peut venir de l'extérieur mais sera le résultat de la lutte des masses populaires* »...

En un mois de guerre, et à partir de cette date charnière du 7 septembre 1939, les sections de l'Internationale avaient rompu dans leur ensemble avec leur orientation traditionnelle, l'alliance des démocraties anglo-françaises avec l'U.R.S.S. afin d'isoler l'Allemagne. Pourquoi Staline avait-il pris ce risque immense de malmener une nouvelle fois des partis où l'annonce du pacte de non-agression avait sourdement fait gronder la colère ? Et, paradoxalement, pourquoi les deux principales organisations ressortissantes de l'un des camps belligérants, les P.C. britanniques et français, maintinrent-elles, à l'inverse de leurs sections sœurs, une ligne de soutien critique à leur propre défense nationale, n'entrant en action contre la guerre que début octobre?

C'est à ces deux questions que nous allons maintenant essayer de répondre, le premier problème renvoyant à des conditions d'ordre objectif, le second, aux très subjectifs dérèglements de l'obéissante mécanique internationale.

Pourquoi ce tournant?

Il est d'abord important de comprendre les limites exactes du pacte germano-soviétique à la date de sa signature. Dans la nuit du 23 au 24 août 1939, Staline et Molotov avaient abouti, par la conclusion d'un processus diplomatique empirique, à ce résultat de rester en dehors du conflit mondial pour un temps et de créer, à la frontière ouest de l'U.R.S.S., ce que l'on appelle en termes militaires un glacis, à savoir une zone-tampon. Les clauses secrètes du pacte étaient extrêmement claires à ce sujet et laissaient à Hitler le droit d'avancer en Pologne jusqu'au Narew, à la Vistule et à la San, trois fleuves qui serviraient de ligne de démarcation. Les responsables du Kremlin faisaient ainsi d'une pierre deux coups: ils récupéraient en Biélorussie et en Ukraine les territoires dont Versailles avait amputé l'U.R.S.S. et laissaient à Hitler le soin d'en finir avec le régime polonais, carrefour diplomatique des intrigues à leur endroit. (12) Avec une bonne dose de cynisme, dont témoignent les toasts prononcés à l'occasion, Staline laissait éclater une seconde guerre mondiale dont il pensait qu'elle serait longue et qui devait logiquement s'achever en conflit entre l'U.R.S.S. et l'Allemagne. L'essentiel était de voir à court terme.

Précisément, la première quinzaine de septembre éprouva de manière tout à fait critique cette politique extérieure concoctée à la petite semaine. La *Blitzkrieg* entamée en Pologne surprit le monde entier. Elle surprit l'Etat-major polonais dont les armées furent tronçonnées avant d'être taillées en pièces par les chars et l'aviation, puis jetées à corps perdu dans la contre-offensive. Elle surprit les Anglo-Français qui virent, en quelques jours, s'effondrer l'allié dont les déboires étaient à l'origine de la guerre et qu'ils n'avaient pu matériellement secourir en aucune façon. Elle surprit enfin l'U.R.S.S. qui avait certes parié sur une telle issue, mais n'avait pas prévu un rythme aussi rapide. Dès le 3 septembre, en effet, Ribbentrop invitait le gouvernement soviétique à « *faire entrer ses troupes en Pologne pour occuper le territoire que lui avait réservé le protocole secret du 23 août* ». (13) L'année n'était pas prête à une telle campagne. La situation ne laissait pas envisager un laps de temps suffisant pour engager de nouvelles manœuvres. L'Europe sentait la poudre et la question polonaise était en voie de règlement tellement avancé que l'avantage immédiat du pacte — bloquer les Allemands à l'Ouest par l'assaut conjugué de la Grande-Bretagne et de la France au secours de Varsovie — risquait de se révéler mince.

Vers un nouveau Munich

Un rapprochement imprévu était toujours possible. Pourquoi Chamberlain, Daladier et Hitler ne renoueraient-ils pas, *mutatis mutandis*, et pendant qu'il en était encore temps, puisque les hostilités n'avaient pas encore commencé entre eux, avec la politique de Munich ? Pourquoi ne se retourneraient-ils pas contre l'U.R.S.S. ?

Tout ce que nous connaissons des déclarations soviétiques officielles, de la lecture de la presse et des écoutes radio témoigne du climat d'indécision qui régnait à Moscou dans les jours qui ont précédé le tournant du 7 septembre. On ne sait, en effet, rien des débats secrets qui se sont alors déroulés et que l'Internationale, en la personne de Dimitrov, s'est contentée d'avaliser. On sait, en revanche, tout de leurs conclusions et du sens qu'une caractérisation de la guerre comme *impérialiste* prenait, si nazis et alliés étaient placés sur un pied d'égalité. Le pacte risquant de s'avérer caduc, Staline demandait aux partis communistes de le suivre au doigt et à l'œil, et à leurs risques et périls, dans cette manœuvre visant à parer le plus petit risque de dégénérescence de la guerre entreprise en guerre contre l'U.R.S.S. Ultime avantage : sur fond de refroidissement des relations internationales, l'Internationale communiste accomplissait un pas de nature à réchauffer le climat avec l'Allemagne. Trotsky fut le seul observateur qui saisit le sens des secrètes intrigues de chancelleries qui se déroulaient alors et il en distingue toutes les conclusions au fur et à mesure que de pauvres informations parvenaient en son lieu d'exil. Résumant pour *Socialist Appeal* toute la précarité de la situation des dirigeants soviétiques, il affirmait, le 11 septembre, que ces derniers pouvaient pour leur salut « *être amenés à s'engager plus loin sur la voie de « l'amitié » avec Hitler qu'ils ne le souhaitaient au moment où le pacte fut conclu* ». La décision était déjà prise : dans une conjoncture aussi difficile, toute l'Internationale viendrait à la rescousse en engageant des campagnes de masse contre la guerre totalement dénuées de caractère antifasciste malgré la prévisible impopularité d'un tel tournant...

Parallèlement, Moscou passa à l'initiative tous azimuts. Dès le 9 septembre, le gouvernement soviétique envoyait un bateau en France afin de rapatrier ses ressortissants. Le 10 septembre, à 11 h 30, le bulletin de *Radio Moscou* attaquait pour la première fois la Grande-Bretagne, invoquant des différends avec Londres en matière d'import-export. Afin de temporiser, les dirigeants soviétiques laissèrent la Wehrmacht s'impliquer au maximum en Pologne puis décidèrent la mobilisation générale : depuis le 11 septembre, à 14 h, l'Etat-major allemand avait fait savoir qu'il avait atteint la Vistule, la San et le Narew, point de rencontre prévu pour les deux armées. Au plan diplomatique, Staline et Molotov cherchèrent encore à se garantir d'une éventuelle alliance antisoviétique en pourrissant le

débat entre Turcs et Alliés et proposèrent le 13 septembre à Ankara un pacte concurrent aux ouvertures franco-anglaises. Le 16 septembre, un armistice russo-japonais était signé à Moscou, qui mettait fin aux hostilités en Mandchourie et garantissait la frontière orientale de l'U.R.S.S. Le 17 septembre, les troupes soviétiques entraient en Pologne. Le 18, les corps avancés de l'Armée rouge atteignaient en quelques points la ligne de démarcation et les officiers échangeaient des politesses. Le 20, l'occupation de la Pologne orientale était achevée. Le pacte devenait un *banco gagnant* dans des limites inespérées : l'accord du 28 septembre, dit deuxième acte germano-soviétique, versait définitivement les pays baltes dans l'escarcelle de Staline à qui il ne restait plus qu'à faire une guerre en Finlande pour obtenir l'isthme de Carélie et compléter le glacis au Nord.

Plus tard, la Bessarabie et la Bukovine tomberaient encore entre ses mains dans la dynamique du pacte, assurant les frontières sud d'un pays qui avait repris les dimensions de celui de Pierre le Grand.

Le pacte germano-soviétique, d'opération tactique, devenait cadre stratégique pour la politique des partis communistes. Le tournant du 8 septembre se révélait fructueux au-delà de toute espérance et la ligne pouvait être infléchiée dans un sens encore plus favorable à l'Allemagne, compte tenu des avantages commerciaux immédiats que faisait miroiter l'alliance. Ajoutons qu'il y a cependant une part sérieuse de vérité dans l'explication officielle de l'historiographie soviétique sur les causes originelles du tournant : la passivité alliée face à l'écrasement de la Pologne (aucune offensive d'ampleur ne fut lancée par les franco-anglais sous prétexte d'impréparation...) justifia, en effet, une redéfinition de la guerre. Il convient toutefois d'ajouter qu'il ne s'agissait point d'un mouvement de sympathie à l'égard de la nation vaincue (elle sera au contraire rayée de la carte par le deuxième pacte et niée jusque dans ses fondements historiques de son existence par la propagande de l'I.C.) mais d'une nouvelle donne des relations internationales et que le choix fut définitivement fait de favoriser l'Allemagne.

Staline se mit donc au service de « *l'offensive de paix* » lancée par Hitler, fin septembre-début octobre 1939, et la fit relayer par ce qui restait des partis communistes. Le pacte prenait un sens actif : Staline avait pour un temps accroché la troisième Internationale à la locomotive de Hitler.

Comment le tournant fut adopté en Grande-Bretagne et en France

Tel que nous l'avons défini, le tournant stratégique imposé par l'I.C. à ses sections avait pour but de prévenir, par des campagnes de masse, tout retournement inattendu de la guerre début septembre. Les partis communistes français et anglais étaient intéressés au premier chef par la répercussion de ce tournant et le fait qu'ils aient pris le plus grand retard dans son exécution fut à l'origine de hasardeuses spéculations historiques. Nous nous contenterons d'expliquer dans leurs très grandes lignes les causes de ces deux retards simultanés. Ce faisant, nous pénétrerons le fonctionnement interne des réseaux de direction de ces partis et nous verrons comment ils purent être soumis, en une pareille situation, aux plus étranges impondérables.

Dans les deux cas, nous observons un processus semblable. A tâtons d'abord, les directions locales ont tenté de donner au pacte un cadre d'explication qui prenne en compte le mouvement massif exprimé autour d'eux en faveur de la défense nationale. Pragmatiquement, elles approuvèrent l'effort de guerre tout en soutenant que le pacte germano-soviétique n'était pas contradictoire avec une politique de pression militaire sur l'Allemagne : des jours durant, le *leitmotiv* revint qu'il avait au contraire suscité la division parmi les rangs adverses, désorganisant le pacte anti-Comintern et semant la discorde entre Mussolini et Hitler (14)

Le climat de guerre s'installant, l'orientation des P.C. anglais et français évolua vers une prise en compte des problèmes qu'elle posait, par la mise en avant de sortes de cahiers de revendications économicistes en faveur des catégories sociales les plus touchées par les événements (15). Dans le cas français, Daladier ayant agi dès le lendemain du pacte avec la plus grande brutalité afin de bâillonner tous les moyens d'expression communistes légaux, cette campagne fut complétée par une série de mots d'ordre en faveur des libertés démocratiques (16)

Quel fut le grain de sable qui, dans le cas anglais, empêcha le parti tout entier de se réaligner avec près d'un mois de retard ? Quelle explication donner au fait que nulle propagande décisive contre la guerre, en tant que guerre injuste, ne soit produite avant la publication d'un manifeste en ce sens dans son édition du *Daily Worker* du 7 octobre ?

Les historiens du mouvement ouvrier britannique se sont penchés avec beaucoup d'attention sur ces questions (17) Il est vrai que, depuis la publication des mémoires de l'ancien responsable communiste, Douglas Hyde, (*believed*, 1952), on savait que la prise en compte du tournant par le C.P.G.B. avait fait l'objet de discussions amères et d'incidents saugrenus. Qui plus est, l'ensemble des minutes du Comité central au cours duquel fut adopté le tournant historique avait été saisi par Scotland Yard et aucun doute n'était plus permis sur la matérialité des faits. Voici donc comment les choses se sont déroulées.

Dès l'annonce du pacte et a fortiori après que la guerre eût commencé, le P.C. britannique avait unanimement suivi une orientation prônant la défense de la Pologne contre l'agression hitlérienne et un soutien critique à la politique de guerre britannique couronné par le mot d'ordre de gouvernement populaire autour du Labour Party. Cette politique en demi-teinte, affectée par un certain refus du chauvinisme et par un sens tactique finalement plus développé que celui mis en œuvre en France, devait globalement demeurer jusqu'à ce que le Comité central entre en session le 24 septembre. Un seul membre de la direction, le « théoricien » Palme Dutt, qui avait entendu le 14 septembre un communiqué radio de Moscou caractérisant la guerre comme impérialiste, défendait en son sein cette interprétation, ce qui explique qu'on trouve dans l'organe hebdomadaire du parti *World News and Views* quelques modulations autour de ce thème, sans liens cependant avec la philosophie générale du tournant plaçant les protagonistes sur un pied d'égalité. Uni autour du secrétaire général, Harry Pollitt, le Comité central s'était décidé à maintenir une orientation antihitlérienne clairement inspirée du manifeste récemment sorti *Flow to wsn the war* (18).

L'historien communiste Monty Johnstone décrit ainsi la suite de cette réunion :

« Dans la soirée, le camarade Dave Springhall, (19) qui revenait de Moscou, apporta le compte-rendu des discussions qu'il avait eues avec Dimitrov et André Marty, de la direction de l'Internationale communiste, et qui indiquait que l'I.C. caractérisait la guerre comme impérialiste des deux côtés et ne devant bénéficier du soutien de la classe ouvrière dans aucun pays. Selon l'analyse de l'Internationale, qui recoupait le point de vue développé par Dutt depuis la mi-septembre et qui allait devenir celle de tout le parti dans la lignée de la brochure de Dutt *Why this war ?* (20), il n'y avait plus de distinction à faire entre pays démocratiques et pays fascistes pour déterminer la nature de la guerre. Les deux camps en étaient également responsables en tant que belligérants et prédateurs. Tous deux devaient être également combattus.

Le Comité central fut ajourné jusqu'au 2 octobre et, pendant ce délai, le débat continua apparemment au sein du bureau politique qui changea sa position. Le 2 octobre, le camarade Palme Dutt devint le rapporteur au nom du Bureau politique et il proposa, au nom de la majorité du bureau politique, le renversement de la ligne du Parti adoptée le 2 septembre au profit d'un combat sur deux fronts, ainsi

que l'adoption de la ligne de l'Internationale communiste selon laquelle la guerre était une guerre de rapine des deux côtés, que l'on devait combattre des deux côtés, (21)

Trois voix seulement s'opposèrent au sein du C.C. Puis Pollitt fut débarqué et Dutt devint secrétaire général.

Ainsi, des divergences dûment exprimées et dûment sanctionnées furent à l'origine de ce retard dans l'adoption de la nouvelle ligne. Nous trouverons dans le cas français le même type d'ingrédients — difficultés de communication des informations (22), hésitations tendant à amalgamer la nouvelle ligne et l'ancienne, divergences ou manœuvres dilatoires... — mais avec des proportions différentes.

Ce que l'on sait des liaisons entre l'Internationale communiste et la direction du parti français au début de la drôle de guerre est fort incomplet et nous nous en tiendrons ici aux grandes lignes. Le principal canal d'information de Jacques Duclos, Benoît Frachon, Florimond Bonte, Arthur Ramette et Marc Dupuy, direction effective du P.C.F. à Paris durant les premières semaines de septembre 1939, passait paradoxalement par Bruxelles. Deux responsables de l'Internationale chargés du parti français, le Hongrois de nationalité tchèque Fried et l'Italien Cerreti, chapeautaient depuis le début du mois un centre chargé essentiellement de la rédaction de l'hebdomadaire le *Monde*, déjà évoqué. (23) C'est principalement par l'entremise du petit appareil frontalier qu'animait la responsable du Nord Martin Desrumeaux, que l'information parvenait à Maurice Thorez, (aux armées dans le Pas-de-Calais, puis dans l'Aisne), ainsi qu'à Paris. Au fur et à mesure que les jours passaient, l'information se fit ainsi, bien que les délais de transmission et la nécessité de trouver parfois plusieurs relais furent la cause d'une certaine discontinuité et encouragèrent les flottements.

La direction française était cependant au courant du tournant avant la mi-septembre. Or, ni les communiqués du Groupe parlementaire des 16 et 19 du mois, ni les copies originales des derniers moyens d'information centraux du parti (24) ne laissaient entrevoir de changement politique de fond, mais tout au plus une réticence croissante vis-à-vis de la façon dont la guerre était menée.

C'est dans ce contexte qu'intervient l'épisode du retour de Raymond Guyot. Délégué français auprès de l'Internationale communiste des jeunes, ce dernier était présent à Moscou lors de la signature du pacte et il revint en France par la Suède aux environs du 19 septembre. Rapidement propagée par la police, la rumeur commença à courir dans la presse qu'il rentrait porteur de nouvelles informations à l'usage du parti, au point que Daladier, présentant une semaine plus tard le dossier de dissolution du P.C.F. en Conseil des ministres, insista particulièrement sur ce fait capital.

Même au prix d'une enquête détaillée, ce type d'information est invérifiable par les historiens : les témoignages se contredisent et se contentent souvent de confirmer ou d'infirmer les faits, mais à partir de la rumeur... puisque Raymond Guyot s'était exprimé sur cette question, suggérant qu'il n'avait pu propager en France la nouvelle ligne car il ignorait la conclusion des discussions en cours (25), comment ne pas le croire ?

Malheureusement pour Raymond Guyot, la publication des notes de Maurice Thorez citées ci-dessus montre qu'il était bien porteur des informations qu'il a précisément oubliées. A elles seules, ces quelques phrases en abrégé permettent de saisir toute la dimension de la situation créée en France. Evoquant les difficultés du paru dans cette période, le secrétaire général les attribua surtout à :

« La confusion politique qui n'a pas entièrement cessé dans tout le Parti, la lenteur du tournant malgré, j'ai le devoir indigné (de l'indiquer) directives assez claires transmises par R.G. (Raymond Guyot) et les conseils que j'ai pu moi-même formuler surtout après que j'eus reçu communication de Raymond ».
(26)

Plus loin, évoquant la situation à Paris, Thorez mettait en relief l'impasse dans laquelle la direction s'était fourvoyée en restant à l'écoute des milieux parlementaires :

« *Chaque information* à Cl [Clément, pseudonyme de Fried], selon la décl. [déclaration] qu'il m'a faite comme celles que j'ai reçues, laissaient percer quiétude, illusions — (attitude radicaux etc.), le plus grave pas compris *et approfondi* communication R.G. (mes insistances répétées) dans ces conditions C.C. n'a pas donné ce qu'il devait donner. Un Manifeste *a été rédigé que nous ignorons d'ailleurs diffusé tardivement* ». (27)

Accablant ainsi les responsables sur le terrain, Thorez, mobilisé au moment des faits, se dédouanait peut-être pour une part. Il n'en reste pas moins que l'incapacité caractérisée que le parti français manifesta pendant trois semaines avant de prendre le tournant procédait bel et bien de réticences. Thorez parle d'un manifeste qu'il ne connaît pas ; et pour cause, car il ne fut jamais diffusé, bien que Fried se fût spécialement déplacé à Lille pour l'imposer. (28) Plus loin, il prononce les mots de « *complète désorientation* » avant d'évoquer à nouveau la non-réorientation du parti malgré les pressions de Clément...

Fin septembre, le P.C.F. était au carrefour. Et au point mort.

Sachant qu'après avoir essayé d'intimider et d'apprivoiser en même temps la direction communiste, il n'avait maintenant plus rien à en attendre, Daladier procéda à la dissolution du parti le 26 septembre. Psychologiquement, c'était un coup de massue pour les dirigeants demeurés à Paris dans la légalité : ils n'y répondirent que par un communiqué désabusé. (29)

L'évolution de la situation internationale les remit en selle comme par miracle. En effet, l'effondrement séance tenante de la Pologne avait achevé de démoraliser en France les milieux parlementaires, déjà peu enclins à soutenir la politique de guerre du Président du conseil. Une sorte de fronde pacifiste naissait au Palais-Bourbon, puissamment relayée par les grands titres de la presse, ainsi que le montrent les morasses de la censure. (30) Rédigeant alors une lettre à Edouard Herriot, président de la Chambre, Jacques Duclos réalisa, en demandant la paix sous couvert des noms de Bonte et de Ramette, une opération qui permettait en même temps au P.C.F. d'embrayer sur le climat de morosité ambiant, de s'inscrire dans la campagne lancée par Hitler et Staline à la suite de l'accord du 28 septembre, et de rejoindre en un raccourci la position de l'Internationale.

Thorez, se félicitant du « *coup d'éclat* » de Duclos, notait que le parti avait enfin trouvé le « *drapeau pour rallier les masses* ». (31)

Mais cela ne devait point suffire. Le soir même de la rédaction de la lettre, Thorez fuyait vers la clandestinité. Le 3 octobre, Duclos et Ramette quittaient Paris pour rejoindre en Belgique le secrétaire-général du parti et le responsable de l'Internationale, Eugen Fried. Une réunion clandestine allait se tenir entre eux à Bruges à laquelle Benoît Frachon refusait d'assister. Le bilan de la situation était des plus noirs : la presque totalité du groupe parlementaire était sous les verrous et les militants communistes pourchassés pour « *intelligence avec l'ennemi* », en réponse à la lettre à Herriot.

Comme l'a montré Stéphane Courtois dans son ouvrage capital sur cette période (32), c'est grâce à sa volonté d'orienter l'activité clandestine du parti vers le travail de masse dans les usines aux dépens de l'application didactique des mots d'ordre pseudo-défaitistes prônés par Moscou, que le

secrétaire de la CGT. empêcha le P.C.F. de s'isoler au point de risquer son auto-liquidation historique.

Notes :

(1) Nous avons repris ici la présentation et la typographie utilisées par les *Cahiers d'histoire* de l'Institut de recherches marxistes n° 14, 1983, p. 121 (italiques pour les mots soulignés une fois, gras pour les mots soulignés deux fois). Ces notes sont extraites du propre carnet du secrétaire-général que Jeannette Vermeersch détient par devers elle. Microfilmées de longue date, elles furent rendues publiques en 1983. Evidemment U.S.. signifie Union Soviétique.

(2) *Rundschau* et *The Welt* ont été reprographiés à la Bibliothèque Lénine de Moscou. Rodolphe Prager en a assuré les traductions. La collection du *Monde* provient de la Fondation Joseph Jacquemotte de Bruxelles.

(3) L'ensemble des morasses de la presse quotidienne et hebdomadaire, ainsi que l'ensemble des fiches d'agence furent collectées par les services de censure avant d'être tardivement déposées à Nanterre où elles sont malheureusement inaccessibles aujourd'hui pour des raisons de conservation. (cf. G. Bourgeois, « Les morasses de la Darne aux ciseaux », in *Lettre des amis de la B.D.L.C.* n° 7, janvier-mars 1983). Le fonds du C.C.I. rassemble les synthèses de la presse étrangère, les écoute radio et l'analyse de la propagande adverse.

(4) L'itinéraire de « Rossi », en réalité Angelo Tasca, ancien du P.S.I. et de l'Ordine *nuovo*, un des fondateurs du P.C.I. qu'il représenta à Moscou sous le pseudonyme de Serra, collaborateur du *Populaire* avant-guerre sous le nom de Leroux, puis conseiller occulte à Vichy en matière de lutte anti-communiste, permet de comprendre pourquoi il fut l'auteur d'ouvrages très documentés sur ces questions mais quelque peu partiels. Citons notamment de lui *Deux ans d'alliance germano-soviétique, août 1939 juin 1941*, Fayard, 1948 et *Les Communistes Français pendant la drôle de guerre*, Paris, les îles d'or, 1951.

(5) Cette thèse de Rossi est développée dans le septième chapitre des *Communistes français...* (op. nt.).

(6) Cette communication de Klement Gottwald au Comité central du Parti communiste tchécoslovaque clandestin fut envoyée par radio de Moscou au nom de la direction de l'Internationale. Elle est citée *in extenso* par Karel Bartosek dans sa communication « *Notes sur l'histoire du mouvement communiste entre 1939 et 1941* » au colloque « *Le Parti communiste français de la fin de 1938 à la fin de 1941* » tenu à Paris en octobre 1983. Nous nous sommes inspirés de sa traduction, une autre version de ce même texte figurant dans J. Rupnik, *Histoire du Parti communiste tchécoslovaque*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1981. L'original fut publié dans *Pris-pevky k dejniam K.S.C.* n° 3, 1967.

(7) Le 5 septembre, les élus communistes belges déclaraient à la Chambre : « *Toutes les forces du pays doivent être concentrées pour défendre le pays contre cette menace (l'invasion hitlérienne). Ce n'est pas la neutralité mais seulement la défaite rapide de l'Allemagne hitlérienne qui évitera à notre pays les horreurs de la guerre. C'est aussi à cette condition qu'une paix juste et durable pourra être établie* ».

(8) *Rundschau* n° 47 du 7 septembre 1939.

(9) *Ibidem*.

(10) *Le Monde* n° 2 du 23 septembre 1939.

(11) *Rundschau* n° 43 du 17 août 1939.

(12) L'idée même d'un pacte germano-soviétique était née, côté allemand, de l'impossibilité d'aboutir à une alliance germano-polonaise contre l'U.R.S.S. ! Quant aux négociations militaires entre Franco-Anglais et Soviétiques, elles avaient dès le départ été empoisonnées par le refus de Varsovie de toute assistance russe.

(13) *Nazi-Soviet Relations, 1939-1941, documents from the archives of the german foreign office*, Washington, Department of State, 1948, p. 86.

(14) Le pacte anti-Comintern avait été signé le 23 novembre 1936 entre le Japon et l'Allemagne. La Hongrie s'y rallia ensuite, ainsi que l'Espagne le 8 avril 1939. En ce qui concerne le Japon, nous avons vu comment Tokyo avait immédiatement saisi l'occasion du pacte pour normaliser ses relations avec l'U.R.S.S. L'Espagne et la Hongrie approuvèrent également la manœuvre. Quant à l'Italie, voilà comment les analystes y observèrent les réactions au pacte : « *Cet événement a été annoncé comme un succès de la politique de l'Axe. Dans leurs commentaires, les journaux ont fait abstraction des rivalités idéologiques si souvent alléguées au cours de la guerre d'Espagne et depuis. Aucune allusion non plus au pacte anti-Komintern* » (in *Bull. d'analyse de la propagande italienne* du C.G.I., 1er juin-31 août 1939). Au contraire, la confiance des capitales totalitaires avait été renforcée par le pied de nez de l'Allemagne et de l'U.R.S.S. aux « *démocraties ploutocratiques* ».

(15) Cf. en particulier sur cette question le manifeste du C.P.G.B. *War Communist policy* (2 septembre 1939) ainsi que les différentes éditions de la *Vie ouvrière* parues au cours du mois de septembre.

(16) Saisie le 25, *l'Humanité* était suspendue le 26 août.

(17) Cf. notamment les n° 35 et 39 du *Society for the study of Labour History Bulletin* ainsi que John Attfield et Stephen Williams, *1939, The communist Party and the war*, Londres, Lawrence & Wishart, 1984.

(18) L'opposition à la ligne de l'I.C. était consciemment assumée par Pollitt, bien qu'il n'en avait vraisemblablement reçue que quelques bribes et pas le mode d'emploi, ce qui explique, en plus de ses convictions antifascistes profondes, sa position mi-chèvre, mi-chou.

(19) Homme de confiance des Soviétiques, David Springhall était délégué auprès de l'Exécutif. Il portait un message signé de la main de Dimitrov, ce qui fit son effet.

(20) 1er novembre 1939.

(21) John Attfield et Stephen Williams, *op. cit.*, p. 27.

(22) Incontestablement, les difficultés de transmission jouèrent un rôle plus considérable dans le cas anglais que dans le cas français. Le *Daily Worker* est en effet truffé d'inexactitudes ou de fausses rumeurs touchant parfois au cœur même de l'appareil international, comme l'annonce, le 11 octobre, de l'arrestation de Jacques Duclos en France.

(23) A leurs côtés, un autre Hongrois, Andor Bereï, éminence grise des partis belge et néerlandais.

(24) Les communiqués parlementaires persistent, en effet, à exalter la défense nationale.

Quant aux versions non-censurées de *Regards* et de la *Vie ouvrière*, hebdomadaires dont le P.C. assura la publication jusqu'à la fin septembre, elles n'avancent pas l'idée que la guerre fut injuste.

(25) « Mon acheminement à la Résistance », interview de Raymond Guyot recueillie par Claude Willard et Jacques Vain, in *Cahiers d'histoire* de l'Institut Maurice Thorez n° 5, oct.-nov. 1973, p. 69.

(26)*Cahiers d'histoire* de l'Institut de recherches marxistes, n° et article cités, p. 126. Les membres de phrases entre crochets sont ajoutés par nous.

(27)*Ibidem*, p. 127 (les parenthèses sont dans le texte).

(28)Il devrait s'agir du texte publié p. 130 et *sq* du même *Cahiers d'histoire*.

(29)C. Florimond Honte, *Le Chemin de l'honneur*, Paris, Editions sociales, 1970, pp. 29 et

(30). Cf. notre communication « L'anticommunisme à travers la censure de la presse » au colloque déjà cité.

(31)*Cahiers d'histoire* de l'Institut de recherches marxistes, article cité *supra*, p. 127.

(32)Stéphane Courtois, *Le P.C.F. dans la guerre*, Paris, Ramsay, 1981.